

FAITS MARQUANTS DES OS 32 ET DES GTS: JEUDI 3 JUIN 2010

Dans la matinée et l'après-midi, des groupes de contact et des consultations informelles ont eu lieu sur des questions parmi lesquelles la décision 1/CP.10 (Programme de travail de Buenos Aires), l'examen du Fonds d'adaptation, les dispositions pour les réunions intergouvernementales et le renforcement des capacités dans le cadre du SBI, le point 3 (Préparation d'un résultat qui sera présenté à la CdP 16) en vertu de l'AWG-LCA, et les réductions d'émissions de l'annexe I en vertu de l'AWG-KP. Dans la matinée et l'après-midi s'est tenu également le dialogue du SBSTA sur la recherche.

DIALOGUE DU SBSTA SUR LA RECHERCHE

Le président du SBSTA Mama Konaté (Mali) a ouvert le dialogue du SBSTA sur l'évolution des activités de recherche, rappelant la décision du SBSTA invitant les programmes de recherche à informer le SBSTA des développements scientifiques pertinents pour la Convention (FCCC/SBSTA/2007/4).

Rik Leemans, de Earth System Science Partnership, a souligné les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes et les systèmes socio-économiques, appelant les décideurs à rechercher des solutions "gagnant-gagnant" pour relever les multiples défis.

Ghassem Asrar, du Programme mondial de recherche sur le climat, a parlé des activités planifiées qui utilisent l'information climatologique pour la prise de décision fondée sur la science, notant les défis posés par le développement des capacités de prévisions climatiques saisonnières et régionales, le changement du niveau des mers et les prévisions de variabilité.

Sybil Seitzinger, du Programme international géosphère-biosphère, a souligné que l'acidification des océans est en cours, et a parlé de l'importance de la vie biologique pour l'absorption du carbone dans l'océan, mettant en exergue d'éventuelles perturbations des pêches.

Ottmar Edenhofer du GIEC, a présenté les grandes lignes de la contribution des trois groupes de travail du GIEC au cinquième rapport d'évaluation (AR5), y compris des passerelles entre les groupes de travail.

Le vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, a souligné que le GIEC fait le maximum d'efforts pour réduire les risques d'erreurs dans le RE5. Il a également noté que l'examen par le Conseil académique des politiques et procédures du GIEC sera débattu par le GIEC en octobre 2010 pour s'assurer que le RE5 sera aussi politiquement pertinent que possible, sans être prescriptif.

Andrew Matthews, du Réseau Asie-Pacifique, au nom de Global Change Research, a présenté les grandes lignes des nouveaux programmes sur la REDD et les voies pour le développement durable, ainsi que la poursuite des activités sur l'impact et la vulnérabilité, la gestion des données, et les travaux relatifs au RE5.

Elisabeth Lipiatou, de Seventh Framework Programme, a présenté le travail de l'organisation au plan régional sur le soutien aux changements climatiques dans les pays en développement. Elle a présenté les travaux sur les aérosols, la glace marine et l'acidification des océans, ainsi que les nouvelles priorités sur les méthodes de MRV et les coûts d'adaptation prévus.

John Padgham, du Système mondial d'analyse, de recherche et de formation (START), a parlé du dialogue science/politique visant à favoriser une meilleure communication entre les scientifiques et les décideurs des pays en développement, et a souligné l'importance, entre autres: du traitement des lacunes dans les capacités et les connaissances, de l'amélioration de l'accès aux données, de l'utilisation de la planification intersectorielle intégrée et de l'amélioration des voies de communication.

Ann Gordon, du Service météorologique national de Belize, a déclaré que les besoins prioritaires pour la région des Caraïbes comprennent des études sur: la relation entre la fonte de la calotte glaciaire et la montée du niveau de la mer; les impacts de l'augmentation de la température de 1,5 °C, 2 °C et 3 °C sur les niveaux de la mer et sur la vie maritime et terrestre; les évaluations intégrées de l'interaction entre les écosystèmes et les impacts sociaux des changements climatiques.

David Warrilow, du Ministère de l'énergie et du changement climatique, Royaume-Uni, a élaboré sur les principaux défis tels que: décrire les impacts des différents niveaux de l'élévation de la température; identifier les points de basculement critiques; clarifier les risques et les dommages; et tenir compte des effets négatifs sur la sécurité humaine.

Hiroki Kondo, du Ministère de l'éducation, culture, sport, science et Technologie du Japon, a mis l'accent sur les efforts de modélisation, y compris, entre autres: l'observation par satellite pour fournir des données globales; l'évaluation des risques climatiques; la simulation des processus physiques et géochimiques; et le traitement des incertitudes dans les projections des modèles climatiques.

Birama Diarra, de la Direction nationale de la météorologie du Mali, a parlé des besoins de recherche et des défis pour l'Afrique: l'insuffisance des données et des réseaux de données, les coûts élevés de l'équipement et de l'absence d'études sur la fréquence et l'intensité des événements extrêmes. Il a appelé au renforcement des connaissances sur les besoins du secteur agricole.

Benjamin Zaitchik, du Bureau du changement global, Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques, États-Unis, a appelé à une meilleure utilisation des informations disponibles et a parlé de la nécessité de: réorganiser la science sur les questions scientifiques- sociétales, renforcer la participation des parties prenantes dans la recherche, et progresser vers une approche scientifique flexible, globale, intégrée et transversale.

GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES DÉCISION 1/CP.10 (SBI):

Dans le groupe de contact sur les progrès accomplis sur la mise en œuvre de la décision 1/CP.10 (programme de travail de Buenos Aires sur l'adaptation et les mesures de riposte), le président du SBI, Robert Owen-Jones (Australie), a présenté le nouveau texte de projet de décision. L'ARABIE SAOUDITE a noté que «bon nombre» d'éléments de la position du G-77/CHINE «semblaient briller par leur absence. "Le délégué des Îles Cook, au nom de l'AOSIS, a souligné que le document devrait être orienté vers" la mise en œuvre sur le terrain. " Avec l'Australie et le BURKINA FASO, il a également demandé des références spécifiques aux États vulnérables, y compris les PEID et les PMA. L'Australie et l'ESPAGNE, au nom de l'UE, ont souligné que le document devrait prendre note de la mise en œuvre est déjà en cours.

EXAMEN DU FONDS D'ADAPTATION (SBI): Au cours du groupe de contact, le co-président Ruleta Camacho (Antigua-et-Barbuda) a rappelé le mandat de parvenir à un accord sur les termes de référence (TR) de l'examen du Fonds d'adaptation (FA) à entreprendre par la CdP / RdP 6, et a souligné les termes de référence proposés, élaborés par le Secrétariat (FCCC/SBI/2010/7).

Le délégué des Philippines, au nom du G-77/CHINE, a présenté une proposition de termes de référence et les parties ont convenu de se concentrer sur la base de la proposition du G-77/CHINE. Plusieurs parties, y compris l'UE et Antigua-et-Barbuda, au nom de l'AOSIS, ont demandé des informations sur les études de performance du secrétariat intérimaire et des services fiduciaires du FA, ainsi que sur le rapport annuel du Conseil du Fonds d'adaptation (CFA). Le co-président Camacho a précisé que le rapport du CFA devra être présenté avant septembre. La NORVEGE, soutenue par l'UE, l'AOSIS et l'Australie, a demandé instamment d'inclure également l'étude du CFA dans les TR. L'AOSIS a proposé d'inclure la référence au cycle de projet du MDP concernant un goulot d'étranglement potentiel dans le financement du FA; le BENGALADESH a souligné l'importance d'assurer un financement.

Point 3 (AWG-LCA): Vision commune: Dans la matinée, au cours du groupe de contact de l'AWG-LCA, les parties se sont concentrées sur une vision commune pour une action concertée à long terme, en s'appuyant sur les questions préparées par le président de l'AWG-LCA (http://unfccc.int/files/reunions/ad_hoc_working_groups/LCA/application/pdf/indicative_questions_for_cg_shared_vision.pdf).

Le représentant des Philippines, au nom du G-77/CHINE, a déclaré que le préambule du texte sur une vision commune doit présenter un «tableau plus grand» incluant des concepts tels que la responsabilité historique, la justice, l'équité et le partage des charges, ainsi que la mise en œuvre effective des engagements des pays développés. Il a appelé à l'intégration, entre autres, des droits de la Terre Mère, des droits des communautés autochtones et locales, et de la nécessité d'éviter les mesures commerciales liées aux changements. Il a également souligné la nécessité d'une vision commune pour tous les éléments constitutifs et à la l'inclusion de l'objectif d'augmentation maximale de la température mondiale et de l'objectif global de réductions d'émissions. Concernant le processus d'examen, il a souligné la nécessité d'examiner la pertinence et l'efficacité des engagements des pays développés.

Soulignant que «la question de la vulnérabilité ne constitue pas un sujet de négociation», l'Ouganda, au nom des PMA, a déploré que certains éléments importants pour les PMA ne figurent pas dans le texte. Il a expliqué que la vision commune doit être soutenue par des actions concrètes dans le dispositif, et qu'une importance égale doit être accordée à l'adaptation et l'atténuation, en tenant compte des circonstances nationales, en particulier des PMA et des PEID. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que le préambule devrait couvrir une vision partagée pour chaque élément constitutif. Elle a décrit l'objectif global à long terme comme étant «plus qu'un simple chiffre, mais aussi rien sans un chiffre».

Le délégué d'ANTIGUA-ET-BARBUDA a appuyé la formulation d'une vision commune pour chacun des éléments constitutifs. Concernant l'objectif mondial, elle a souligné, entre autres: la limitation de l'augmentation de la température

bien en dessous de 1,5 ° C à partir des niveaux préindustriels; le pic des émissions 2015; la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre bien en-dessous de 350 parties par million (ppm) d'équivalent de dioxyde de carbone (CO₂), et un objectif mondial à long terme de réductions d'émissions de 85% à partir des niveaux de 1990, avant 2050. Elle a fait observer que l'examen devra évaluer la pertinence de l'objectif global à long terme et les réductions des émissions, et que le premier examen devra être lancé par la CdP avant 2013 et achevé avant 2015, tandis que les examens subséquents devront être organisés tous les cinq ans.

La NOUVELLE ZELANDE s'est opposée à l'inclusion d'une vision commune pour chacun des éléments constitutifs, notant que la vision commune devrait comprendre «ce que nous voulons réaliser». Elle a fait observer que l'examen devra être effectué en profondeur et régulièrement. Le délégué des États-Unis a souligné l'orientation de haut niveau issue de Copenhague, notant que l'application des principes de la Convention évolue avec le monde qui change. Il a soutenu le maintien des liens structurels et l'inclusion d'une disposition sur l'examen, déclarant que l'objectif de 2 ° C, à laquelle les dirigeants politiques se sont engagés, devrait guider la vision.

L'INDE a appelé à un traitement équilibré des éléments constitutifs, soulignant que l'objectif mondial à long terme doit être lié à un paradigme de partage équitable du fardeau et des défis auxquels sont confrontés les pays en développement en termes de lutte contre la pauvreté. La CHINE et l'INDE ont souligné la nécessité d'éviter les mesures de protectionnisme commercial au nom de la lutte contre les changements climatiques. SINGAPOUR et le BRÉSIL ont demandé d'inclure un texte sur un système économique international ouvert et sur la nécessité pour les parties de ne pas utiliser des mesures commerciales conduisant à une discrimination arbitraire ou constituant des restrictions commerciales déguisées.

Le PANAMA, au nom du Système d'intégration centraméricain (SICA), a souligné le besoin urgent d'un accord juridiquement contraignant, rappelant que leur région se trouve parmi les plus vulnérables de la planète. Il a appelé à la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre au-dessous de 350 ppm d'équivalent de CO₂ et à la prise de mesures pour que l'augmentation de la température mondiale moyenne ne dépasse pas 1,5 ° C.

Le JAPON a appelé à une vision claire et concise, réitérant son soutien à un cadre juridique unique équitable et efficace. Il a souligné l'objectif de 2 ° C, a parlé de la nécessité de revoir le niveau d'ambition sur la base d'une science rigoureuse, et a soutenu l'objectif de 50% de réduction des émissions mondiales avant 2050. L'Australie a appuyé une feuille de route claire et concise, soulignant que les outils détaillés de sa mise en œuvre devront relever des décisions thématiques. Elle a déclaré que l'Accord de Copenhague contient «d'excellentes directives», et a invité à réfléchir à un accord sur l'objectif de 2 ° C, avec la possibilité de le renforcer, et un pic des émissions mondiales le plus tôt possible. Elle a déclaré que le texte doit guider les parties vers un cadre juridiquement contraignant et a appelé à une section commune sur l'atténuation.

L'UE a souligné la nécessité de rendre opérationnelle la cible de 2 ° C qui a été convenue à Copenhague, arguant que les émissions mondiales devraient culminer avant 2020 et être réduites d'au moins 50% avant 2050. Il a ajouté que les pays développés devraient réduire leurs émissions de 80-95% avant 2050.

La BOLIVIE a appelé à une limitation de l'augmentation de la température de 1 ° C, et à une stabilisation aussi proche que possible de 300 ppm. Elle a exhorté les pays développés à réduire les émissions de 50% à partir des niveaux de 1990 avant 2017, sans recourir aux mécanismes du marché. Elle a également appelé à la reconnaissance de la dette climatique des pays développés, à la décolonisation de l'espace atmosphérique et au traitement de la question de la production et de la consommation non durables des pays développés. La BOLIVIE a également appuyé la création d'un tribunal international pour la justice climatique et environnementale et à la participation démocratique aux référendums mondiaux sur les questions climatiques.

La CHINE a déclaré que le texte sur une vision commune doit fournir des orientations sur les actions par rapport aux éléments constitutifs, et non pas sur le texte opérationnel. Elle a souligné qu'une vision commune ne doit pas se limiter à seulement un

objectif de réduction des émissions mondiales, expliquant que l'objectif mondial à long terme doit être exprimé de manière équilibrée, avec un lien vers des réductions d'émissions à moyen terme ambitieuses par les pays développés et le soutien pour les pays en développement. Elle a ajouté que l'examen devrait être conforme à la Convention et focaliser sur la réduction d'émissions des pays visés à l'annexe I, ainsi que sur leur soutien aux pays en développement.

Le PAKISTAN a soutenu l'inclusion d'une vision commune pour tous les éléments constitutifs et a souligné que les périodes de pic pour les pays en développement dépendaient du seuil de développement.

L'INDONÉSIE a appuyé un processus de révision à intervalle de cinq ans. La NORVEGE a souligné la nécessité pour les émissions mondiales de culminer dans les plus brefs délais et a proposé un processus d'examen organisé sur une base régulière. La SUISSE, au nom du GROUPE POUR L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, a indiqué qu'une vision commune devrait intégrer les domaines thématiques du Plan d'action de Bali en vue de la réalisation d'un objectif mondial à long terme, et que l'objectif de réduction des émissions mondiales doit être exprimé de manière à guider les actions aux plans politique et technique. Elle a souligné le rôle des inventaires nationaux de gaz à effet de serre dans un processus d'examen périodique.

Atténuation: Au cours du groupe de contact de l'AWG-LCA, dans l'après-midi, les parties se sont concentrées sur les engagements en matière d'atténuation ou mesures prises par les pays développés parties, et sur le dispositif connexe de surveillance, notification et vérification (MRV), en s'appuyant sur les questions préparées par le président de l'AWG-LCA ([http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/1b\(i\)_questions_for_web_final.pdf](http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/1b(i)_questions_for_web_final.pdf)).

Le BRÉSIL, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité de renforcer le libellé sur l'utilisation du Protocole de Kyoto comme base pour le dispositif MRV de l'annexe I et la conformité, et a rappelé la proposition du G-77/Chine pour la création d'un groupe technique sur la comparabilité des efforts des pays développés matière d'atténuation. Il a expliqué que la «comparabilité des efforts» ne constitue pas un principe, mais a trait à l'ampleur des réductions d'émissions, à la conformité, à la forme juridique et au MRV. Le G-77/Chine a souligné que les engagements doivent être définis de haut en bas, avoir une base scientifique, et faire partie de la conclusion officielle des négociations. Il a ajouté que le Protocole doit également guider les règles comptables UTCATF et a souligné la nécessité de renforcer ces règles.

La Barbade, au nom de l'AOSIS, a appelé à un accord sur les réductions d'émissions globales de l'annexe I d'au moins 45% au-dessous des niveaux de 1990 avant 2020. Elle a noté les discussions pertinentes en vertu de l'AWG-KP et a exprimé la volonté d'explorer la possibilité d'un «espace commun» pour examiner cette question. Elle a souligné que les discussions devraient se limiter à l'échelle de l'ambition des réductions d'émissions globales de l'annexe I et que le processus à deux voies doit être maintenu. La COLOMBIE, s'exprimant également au nom du Chili, du Costa Rica, de la République dominicaine, du Guatemala, du Panama, du Pérou et l'Uruguay, a parlé de leur «grand intérêt» pour la proposition de l'AOSIS.

Le délégué des États-Unis a souligné que les pays de l'annexe I ont soumis leurs objectifs avant et après Copenhague. Sur la nécessité de fixer un objectif collectif de réduction des émissions, il a mis l'accent sur l'objectif de limiter l'augmentation des températures à 2 ° C, qui peut être renforcé avant 2015. Il a déclaré que toutes les mesures d'atténuation crédibles, y compris l'UTCATF, doivent être considérées comme des engagements. Il a souligné la nécessité de dispositions sur le MRV et sur la consultation et l'analyse internationales, indiquant que la réalisation d'un accord sur un système pleinement opérationnel est indispensable cette année. Il a souligné en outre que le dispositif de MRV pour les pays de l'annexe I doit être considéré en même temps que la consultation et l'analyse internationales pour les pays non visés à l'annexe I, et, avec le CANADA, a proposé un chapitre distinct sur cette question.

La SUISSE, au nom du GROUPE POUR L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE, a appelé à un débat sur la nature juridique du travail, et à une compilation des contributions de toutes les parties des pays développés. Avec de nombreux autres pays développés, elle a noté l'importance de l'UTCATF et des

instruments basés sur le marché. L'Afrique du Sud, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a fait une proposition d'insérer un objectif collectif à mi-parcours, puis de convenir d'un processus visant à négocier des engagements devant conduire à au moins une réduction de 40% en 2020.

Le JAPON a souligné la nécessité de coordonner les travaux avec l'AWG-KP et de réviser le système de MRV pour inclure les pays parties à l'annexe I et les pays non-parties à annexe I, compte tenu des différences qui existent entre eux. L'Australie a exprimé son soutien à la proposition de consacrer une partie de la réunion à la discussion sur le dispositif de MRV. L'UE a déclaré que le MRV au titre du Protocole doit être lié aux discussions dans le cadre de l'AWG-LCA.

La NOUVELLE ZELANDE a insisté sur l'examen de MRV pour tous les pays à travers un cadre commun, mais différencié. La Chine a souligné la comparabilité comme base de l'alinéa 1 (b) (i) du PAB, et a déclaré que les mêmes dispositions sur l'examen des tiers, l'UTCATF et les compensations doivent s'appliquer aux parties Protocole et aux non-parties. L'AFRIQUE DU SUD a demandé un nouveau chapitre dans le texte sur la manière dont les pays de l'annexe I mettront en œuvre leurs objectifs pour 2020, ce à quoi ressemblera le système de conformité et la manière dont sera appliqué le dispositif MRV.

La BOLIVIE a souligné que le Protocole doit être maintenu, et que son mécanisme de conformité doit être appliqué et renforcé. L'INDONÉSIE a insisté sur le dispositif de MRV comme un élément clé dans la réalisation des objectifs de réductions des pays développés. Les PHILIPPINES ont appuyé une approche de haut-en-bas pour fixer des objectifs basés sur la science, avec pour objectif de ne pas dépasser une augmentation de température de 1,5 ° C.

La NORVEGE a mis l'accent sur les objectifs économiques globaux comme un important moyen d'assurer la comparabilité, soulignant le rôle des mécanismes du marché. La FÉDÉRATION DE RUSSIE a déclaré qu'un objectif de réduction d'émissions collectif pourrait être un outil utile pour indiquer l'aspiration des pays, mais a ajouté qu'il ne devrait pas être utilisé pour définir des objectifs individuels.

L'INDE a souligné que le dispositif MRV de soutien des pays développés doit être plus rigoureux que celui des mesures d'atténuation des pays en développement. Le NICARAGUA a mis l'accent sur l'importance des réductions au niveau national.

La présidente Mukahanana-Sangarwe a déclaré que les parties ayant réaffirmé leurs positions déjà connues, elle n'avait pas de base pour réviser le texte. En réponse au délégué de la GRENADE sur la façon dont elle comptait traiter la proposition de l'AOSIS, Mukahanana-Sangarwe, la présidente a indiqué qu'elle allait consulter le président de l'AWG-KP sur la possibilité de discussions communes.

ARTICLE 6 DE LA CONVENTION (SBI): Le groupe de contact sur l'article 6 de la Convention (éducation, formation et sensibilisation du public) s'est concentré sur l'examen intermédiaire de la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi, conformément à la décision 9/CP.13 (programme de travail modifié de New Delhi sur l'article 6 de la Convention). La présidente Liana Bratasida (Indonésie) a proposé la préparation du projet de texte contenant les termes de référence pour l'examen intermédiaire par les parties à la prochaine réunion du groupe. Plusieurs parties ont appuyé cette proposition. Le JAPON, appuyé par de nombreuses parties, a suggéré d'inviter les parties à faire des soumissions sur les bonnes pratiques et les leçons apprises, comme contribution à l'examen intermédiaire. L'ESPAGNE, au nom de l'UE, a proposé d'élargir l'invitation aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

Le représentant des JEUNES a encouragé les parties à adopter un processus d'examen approprié et a proposé: de proroger le programme de travail au-delà de 2010; de donner au Secrétariat un mandat élargi pour organiser l'examen d'une manière inclusive; d'inclure les jeunes dans les programmes nationaux de travail, d'inviter aussi la société civile à faire des soumissions; et de fournir un financement suffisant au Secrétariat pour l'organisation des ateliers régionaux en Afrique et dans les PMA. La Gambie, au nom du G-77/Chine, a suggéré de demander au Secrétariat de compiler et synthétiser les résultats et les recommandations des ateliers régionaux qui ont eu lieu à ce jour, avec la mise en œuvre de ces résultats et les recommandations.

L'UE a suggéré d'inclure une invitation aux parties à fournir des fonds pour les ateliers régionaux qui n'ont pas encore été organisés.

L'UKRAINE a appelé à l'élargissement de la mise en œuvre de l'article 6(b) (ii) de la Convention (développement et mise en œuvre des programmes d'éducation et de formation) aux pays à économie en transition. Le NEPAL a appelé à la prorogation du programme de travail pour au moins cinq ans. En réponse à une demande formulée par les États-Unis, le représentant du Secrétariat a fait une mise à jour sur la mise en œuvre du Réseau d'information sur les changements climatiques (CC: iNet). Il a expliqué que le Secrétariat est en train de préparer sa mise en œuvre à grande échelle et prévoit le lancement des fonctionnalités supplémentaires avant Cancun. La REPUBLIQUE DOMINICAINE a souligné la proposition de créer un mécanisme financier destiné à soutenir des projets et programmes en rapport avec la mise en œuvre de l'article 6. Le MALAWI a posé la question de savoir pourquoi aucun atelier régional n'a été organisé en Afrique, et le Secrétariat a répondu que cela était dû au manque de fonds. Le président préparera un projet de conclusions et les consultations informelles se poursuivront.

QUESTIONS DIVERSES (AWG-KP) : Lors de consultations informelles sur l'UTCATF, les délégués ont examiné une proposition des pays en développement sur l'établissement des niveaux de référence.

RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS DE L'ANNEXE I (AWG-KP): Dans l'après-midi, les parties ont examiné la nécessité de reconstituer le groupe de contact chargé des questions juridiques, afin d'analyser l'entrée en vigueur des amendements au Protocole et d'éviter un décalage entre les périodes d'engagement. Les parties ont convenu de demander au président de l'AWG-KP de reconstituer le groupe de contact chargé des questions juridiques.

Le Secrétariat a présenté un document rassemblant les engagements, les hypothèses connexes, et les réductions d'émissions associées (FCCC/KP/AWG/2010/INF.1). La CHINE a souligné que les engagements actuels ne sont pas suffisants. Le délégué des États fédérés de Micronésie, au nom de l'AOSIS, a souligné la nécessité pour les parties de fournir des informations plus spécifiques, afin de permettre aux parties «donner un sens aux chiffres».

La Colombie, appuyée par Grenade, les PHILIPPINES et la Barbade, a appelé à une discussion conjointe sur les réductions d'émissions par tous les pays visés à l'Annexe I. L'Australie, appuyée par le JAPON et la NORVEGE, a appelé à un débat élargi sur la situation mondiale actuelle, arguant qu'il est important d'analyser le niveau d'ambition de la «vague des engagements internationaux» à la suite de Copenhague. La Chine est opposée à toute tentative de fusion des deux GTS, mais a déclaré qu'elle serait ouverte à la proposition de la Colombie si la discussion était strictement limitée aux réductions d'émissions de l'annexe I et était compatible avec les mandats respectifs des GTS. La Bolivie, le Venezuela, Singapour, le Soudan et le Brésil se sont opposés à «une discussion élargie». L'Australie a souligné qu'aucun groupe de pays n'est en mesure de présenter le niveau d'ambition nécessaire pour répondre aux changements climatiques et que si les ambitions devaient être traduites en des chiffres précis, une discussion plus élargie serait l'étape suivante. L'Argentine a déclaré qu'une discussion commune est prématurée. L'Inde s'est opposée à des discussions sur les réductions d'émissions des pays en développement. L'ARABIE SAOUDITE a souligné qu'elle n'accepterait pas une discussion conjointe.

Intervenant sur un point de l'ordre du jour, le délégué des États-Unis a souligné qu'il s'opposerait à tout effort visant à débattre de les réductions d'émissions de son pays dans le contexte des réductions d'émissions de l'annexe I du Protocole de Kyoto

RENFORCEMENT DES CAPACITES EN VERTU DE LA CONVENTION (SBI): La co-présidente Jaudet a présenté un nouveau projet de texte contenant les conclusions du SBI et un projet de décision de la CdP. Le JAPON, L'Australie et les ÉTATS-UNIS ont noté que, bien qu'il existe des parties du texte qui pourraient être acceptables comme base pour les discussions, le texte contient certains éléments qui vont obliger les parties à revenir sur des discussions et des désaccords antérieurs. Le JAPON, appuyé par les ÉTATS-UNIS et d'autres

pays, mais contré par la Tanzanie, au nom du G-77/CHINE, a proposé d'inviter le Programme de développement des Nations Unies et toute autre partie ou organisation intéressée, à faire des présentations sur les expériences acquises lors du suivi et de l'évaluation au sein des pays.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES (SBI): Dans le groupe de contact, les parties ont discuté des organisations observatrices dans le processus intergouvernemental. Soulignant les leçons apprises de Copenhague, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, de Boer, a esquissé des plans pour l'inscription en ligne avant la réunion et a déclaré que deux projets seront lancés, l'un sur la rationalisation et l'amélioration de la participation des parties prenantes et l'autre pour rassembler les meilleures pratiques en matière de participation des parties prenantes du système des Nations Unies.

La Confédération syndicale internationale, au nom des ONGE, des JEUNES, de WOMEN and GENDER, des gouvernements locaux et des organisations autochtones, a souligné que la participation pleine et effective de la société civile confère une légitimité au processus de la CCNUCC et a appelé à la révision avant la CdP 16, des directives sur la participation de la société civile. Elle a insisté sur l'accès aux consultations informelles et a appelé à l'égalité de traitement des événements parallèles organisés par les parties et par la société civile, ainsi qu'au droit pour les observateurs de s'exprimer. À propos des actes de protestations, le RÉSEAU ACTION pour le CLIMAT a souligné la nécessité de pouvoir exprimer les frustrations et de participer à des manifestations verbales.

Plusieurs parties ont reconnu le rôle des parties prenantes et ont soutenu leur engagement actif. Le BENGLEDESH, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité de trouver un équilibre approprié, compte tenu du fait que le processus est axé sur les parties. L'Australie, avec la Bolivie, a souligné les fardeaux inutiles tels que l'exigence pour les observateurs de s'inscrire longtemps à l'avance sans possibilité de changer les noms sur la liste des délégations. Le délégué des ÉTATS-UNIS a appelé à des directives pour assurer un processus plus prévisible, en particulier pour le segment de haut niveau. Le délégué des PHILIPPINES a appelé à une différenciation entre les observateurs, en particulier les ONG et les OIG (organisations intergouvernementales).

DANS LES CORRIDORS

Contrairement au sentiment de «déjà vu» exprimé par de nombreux délégués à la fin de la journée du mercredi, de nombreux délégués ont déclaré jeudi soir, qu'ils étaient «agréablement surpris» par ce qu'ils considéraient comme des signes d'«avancée possible» sur une question qui est restée un point d'achoppement pendant longtemps. Ils ont évoqué la proposition de l'AOSIS, appuyée par certains autres pays en développement, pour des discussions conjointes par les deux GTS sur les réductions d'émissions de l'annexe I. Comme un délégué d'un pays développé a commenté: «Nous appelons à la coopération entre les deux GTS depuis très longtemps-, raison pour laquelle j'ai été agréablement surpris par la proposition et elle n'a pas été contestée farouchement comme je m'y attendais». D'autres délégués des pays développés ont observé cependant qu'il subsiste une «forte opposition» à l'idée d'une discussion conjointe élargie sur les mesures d'atténuation.

Certes certains délégués des pays en développement semblent très favorables à cette idée d'une discussion conjointe limitée aux parties à l'annexe I, mais certains se demandaient s'il serait possible d'amener tous les pays en développement à se mettre d'accord sur la proposition. «Et puis, il y a évidemment les États-Unis - je ne suis pas certain qu'ils soient prêts à accepter de telles discussions», a commenté un délégué, et de poursuivre: «Nous devons voir ce qui va se passer lorsque les groupes auront eu le temps de se concerter».

Certains ont également fait des remarques positives sur l'entente pour la reconstitution du groupe chargé des questions juridiques en vertu de l'AWG-KP, et sur la présentation de l'UTCATF par les pays en développement: «Les choses commencent à se mettre en ordre, tout d'un coup, et les discussions deviennent de plus en plus animées et constructives».